



Webinaire « La relance sera-t-elle verte ? » du 25 juin

Compte-rendu

Le 25 juin 2020, les Centres d'Information Europe Direct de la région Pays de la Loire organisaient une rencontre en ligne avec les députés Michèle Rivasi, Éric Andrieu ainsi que Marie Chureau du mouvement Youth for Climate France. Pendant plus d'une heure, la centaine de participants a pu échanger avec les intervenants sur la relance verte post-COVID et ainsi que le Green Deal.

Les grands enjeux d'une relance verte, au niveau européen

Selon les intervenants, une relance verte au niveau européen est cruciale, d'après Éric Andrieu la question des indicateurs est très importante (en remettant notamment le bien-être et l'environnement au centre des politiques publiques) et que cette relance, si elle est faite dans un fonctionnement réellement commun, pourra donner un élan nouveau au projet européen.

Pour Marie Chureau du mouvement Youth for Climate France, mouvement créé en 2019 à la suite de l'appel de Greta Thunberg,, une décroissance et une transition juste recentrée sur l'humain est nécessaire dans le sens où le système creuse les inégalités entre les citoyens et prône une croissance infinie qui ne peut pas fonctionner avec des ressources finies.

De plus, pour elle, l'urgence est aussi dans l'information des citoyens pour qu'ils se rendent compte de manière concrète de la crise climatique et des enjeux spécifiques de cette crise.

Concernant l'énergie, Michèle Rivasi rappelle qu'une directive sur la gouvernance de l'énergie existe : chaque État doit avoir 32% d'énergies renouvelables et diminuer de 40% les GES et que désormais la diminution des GES est passée à 50%. Pour elle, les objectifs ne sont pas assez ambitieux pour arriver à la neutralité carbone en 2050.

La question des lobbies ayant été posé, Michèle Rivasi indique que le poids des lobbies est énorme, notamment les lobbies du nucléaire et du gaz. Mais, selon elle, il reste évident que les énergies renouvelables sont plus bénéfiques pour l'environnement et aussi financièrement.

Marie Chureau précise que la meilleure énergie est celle que l'on n'utilise pas, il faudrait donc réfléchir à moins consommer d'énergie et apprendre à vivre autrement sans pour

autant revenir au Moyen-âge. Elle indique qu'avant d'essayer de trouver des financements il faudrait voir avec l'argent présent (par exemple l'argent de l'évasion fiscale qui pourrait financer les recherches sur les énergies renouvelables).

Éric Andrieu rappelle les enjeux de production et de consommation et le défi politique qu'est le changement des modes opératoires de consommation. Selon lui, le Parlement européen doit regarder sur le moyen et long terme et se projeter sur les questions d'avenir sinon il n'a pas de raison d'être.

Sur la question de l'emploi, Marie Chureau propose de profiter de la crise du COVID pour lancer la reconversion des secteurs polluants et que la transition écologique serait bénéfique en terme d'emplois. Elle indique qu'il faudra accompagner ces secteurs polluants car il ne faut pas dissocier la transition écologique de la justice sociale.

Selon Michèle Rivasi, il y a énormément d'emplois potentiels dans l'agriculture et les députés sont globalement en faveur du développement d'une agriculture verte plutôt que des grandes exploitations industrielles mécanisées. La crise du COVID a fait basculer dans une autre crise mondiale, et a montré la nécessité de relocaliser. Il y a aussi une prise de conscience au niveau du consommateur, avec des actions telles qu'acheter local et arrêter d'acheter des produits qui viennent de très loin. Néanmoins elle souligne que c'est un changement de modèle qui est très difficile à faire passer.

Quelles dépenses (plus vertes)?

Éric Andrieu rappelle que l'Union européenne a fixé un challenge sur le climat avec trois stratégies : de la fourchette à l'assiette, biodiversité, Green Deal. Pour lui, les modalités d'attribution des aides de la PAC doivent être changées pour modifier le modèle agricole et que les députés pensent qu'il n'est pas à la hauteur des ambitions.

D'après Éric Andrieu, les outils de la PAC ont la capacité de suivre les objectifs de ces stratégies soit ça sera un échec, il faut donc modifier les modalités de l'attribution des aides de la PAC en profondeur.

Selon lui, l'agriculture doit être remise au centre du débat sociétal et la crise du COVID est une opportunité pour ce changement de modèle.

Sur la thématique de la santé, Michèle Rivasi rappelle que la santé ne fait pas partie des compétences de l'UE et que l'UE est sur la coordination.

Selon elle, la bonne nouvelle est que la crise du COVID a fait prendre conscience qu'on avait perdu notre souveraineté européenne, il y a un consensus sur la nécessité d'une souveraineté européenne de la santé, une réserve d'urgence a notamment été mise en place pendant la crise du COVID.

Elle précise que s'il y a plus de financements sur la santé, les investissements devraient être fléchés vers, entre autres, les infrastructures et l'harmonisation des méthodes avec un fonctionnement en solidarité.

Quelles ressources (plus vertes) ?

Éric Andrieu indique que l'Europe aujourd'hui n'a pas de budget propre et elle dépense l'argent qui lui est versé les pays membres (1% de son PIB). Donc l'UE est très dépendante de la décision des États. La seule solution qui reste est le rejet des décisions du Conseil

européen, il précise que les députés ont proposé au Conseil de mettre en place des ressources propres pour avoir un budget propre qui ne pèserait pas sur les citoyens ni sur les budgets des États membres, comme ressources les députés ont proposé notamment la taxe ETS, sur les emballages plastique non recyclables (5 milliards par an), la taxe carbone aux frontières, la taxe numérique, la taxe sur les grandes fortunes européennes (150 milliards par an).

Ces éléments sont actuellement au cœur du débat, selon lui, ce sera un moment historique pour l'avenir de l'UE.

Il précise que les États frugaux ne veulent pas participer au combat car ils ont obtenu des rabais dans les budgets précédents (10 milliards par an). Selon lui, on est dans un intérêt commun et ne doit pas être dans l'égoïsme.

D'après lui, nous sommes en train de passer d'une Union d'addition à une Union de projets.

Marie Chureau indique qu'il faudrait recentrer les priorités mais aussi qu'il faudrait faire le lien entre la crise climatique et la crise du COVID. Il faut se préparer à la transition car d'autres virus peuvent surgir du fait de la crise climatique. Elle propose aussi de récupérer de l'argent dans le domaine de la fiscalité dans un deuxième temps.

Michèle Rivasi rappelle que la Commission européenne a proposé 750 milliards d'euros et les coronabonds (c'est-à-dire les emprunts mutualisés pour aider les pays qui ont des problèmes économiques et sanitaires très importants), ce qui montre que la crise a fait bouger les lignes. Si Emmanuel Macron et Angela Merkel arrivent à faire comprendre aux États frugaux que ce sont des contributions pour aider l'Europe ça bougera, selon elle. Elle indique aussi que la taxe carbone est très importante et celle sur les transactions financières aussi car elle peut contribuer à renforcer le budget européen.

Michèle Rivasi évoque son souhait d'une Europe plus forte dans le monde, plus souveraine, plus indépendante et plus politique et que l'Europe sera un modèle à suivre si on défend nos valeurs.

Pour finir, les intervenants souhaitent un été sans COVID pour les participants, de vacances à la découverte des paysages français mais aussi d'une Europe plus fédérale et ambitieuses et que chacun agisse à son échelle pour un monde plus respectueux de l'environnement et plus juste et équitable.